

Les structures d'accueil de personnes handicapées appellent à l'aide

Les établissements sont confrontés aux « conséquences dramatiques » que produisent de nombreux postes vacants.

L'Udapei 74 (Union départementale des associations de parents et amis des personnes handicapées mentales de Haute-Savoie) a tenu une conférence de presse ce vendredi 1^{er} octobre pour alerter sur les difficultés qu'elle rencontre sur le département. L'union rassemble plusieurs associations : l'Aapei Epanou, l'Apei de Thonon et du Chablais, Aller plus haut, Nous aussi et l'Adim74. Elle représente 80 % des établissements d'accueil des personnes handicapées du département.

■ **« Des salaires extrêmement faibles et des horaires de fou »**

En tout, ces associations s'occupent de 2 800 personnes handicapées et emploient 1 750 salariés. Pour la présidente de l'union, Anne-Marie Deville, les difficultés de recrutement rencontrées par les associations ont des « conséquences dramatiques ». Ainsi, 125 postes seraient vacants en Haute-Savoie. En sous-effectifs, le personnel se fatigue, la qualité du service apporté est affectée, quand il est possible de l'assurer, et 150 familles ont dû reprendre des résidents handicapés

chez elles, ce qui crée des dysfonctionnements en leur sein.

Le directeur général de l'association Epanou, Raphaël Miconnet, explique ce manque d'attractivité par « des salaires extrêmement faibles pour des horaires de fou ». D'autant que seuls 20 % des salariés, ceux considérés comme professionnels de santé (infirmiers, aides-soignants), ont obtenu l'augmentation de 183 € nets par mois prévue par le Ségur de la santé. Les autres (éducateurs, personnel d'entretien, veilleurs) ne sont pour le moment pas concernés.

À cela s'ajoutent les difficultés de se loger dans le département, le coût de la vie, l'attractivité de la Suisse voisine et la part du personnel qui n'a pas souhaité se faire vacciner et dont il faut se passer.

L'Udapei demande que l'augmentation prévue par le Ségur soit accordée à tous les métiers sans distinction, ainsi qu'une prime départementale d'aide à la vie chère.

■ **Fermetures de structures et ouvertures impossibles**

Conséquences du manque de personnel : des familles sont placées sur liste d'attente pour pouvoir confier leurs proches aux associations. Dans le seul Chablais, plus de 200 personnes attendent une opportunité. Des structures doivent fermer partiellement, voire totalement,



« Martial Saddier nous a écoutés, mais aucune temporalité n'est prévue pour ces actions. Il y a un décalage avec l'urgence à laquelle nous sommes confrontés », regrette Raphaël Miconnet (à gauche). Au centre, Marie-Hélène Angeloz-Nicoud, présidente d'Aller plus haut. Et à droite, Anne-Marie Deville. Photo Le DL/Tom PHAM VAN SUU

comme l'internat pour enfants handicapés du Chablais. Et certaines ne peuvent ouvrir, faute de personnel. C'est le cas de Notre-Dame de Philèrme, à Sallanches. Le bâtiment, neuf, ne peut accueillir aucune personne en toute sécurité.

Les responsables ont rencontré le président du Département, Martial Saddier, et la secrétaire d'État en charge des personnes handicapées pour leur faire part de leurs demandes de revalorisation des salaires (ces compétences appartiennent au Département et à l'État). « On a été écoutés, mais aucune temporalité n'est prévue pour ces actions. Il y a un décalage avec l'urgence à laquelle nous sommes confrontés », a regretté Raphaël Miconnet.

Tom PHAM VAN SUU

